



## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

QUARANTE-NEUVIÈME SESSION

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 16 juillet 1970

à 15 h 10

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

## SOMMAIRE

Point 6 de l'ordre du jour :

Coopération régionale (*suite*)

- a) Rapports des commissions économiques régionales et du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth
- b) Rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs ... 131

Président : M. MARAMIS (Indonésie)

## POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération régionale (*suite*)

- a) Rapports des commissions économiques régionales et du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth (E/4733 et Add.1, E/4781 et Add.1, E/4806, E/4806/Summary, E/4822, E/4822/Summary, E/4823 et Add.1, E/4823/Summary, E/4824, E/4824/Summary, E/4825, E/4884, E/4886, E/L.1335 et Corr.1, E/L.1336, E/L.1337/Rev.1, E/L.1338)
- b) Rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs (E/4859)

1. M. DATCOU (Observateur de la Roumanie), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit qu'il est extrêmement encourageant de constater que l'on se rend de mieux en mieux compte que la coopération internationale est inséparable du progrès économique et social et qu'elle représente une base sûre pour l'établissement de relations normales entre tous les Etats. La délégation roumaine se félicite aussi de ce que les commissions économiques régionales aient acquis une place aussi importante dans le cadre de cette coopération; il faut renforcer encore davantage leur rôle, notamment en raison de l'étroite interdépendance qui existe entre les problèmes à l'échelon régional et ceux auxquels est confrontée l'humanité tout entière. La Roumanie attache une importance particulière aux activités des commissions économiques régionales, qui correspondent à l'un des objectifs fondamentaux de sa politique étrangère, à savoir la promotion de la coopération active de tous les Etats du monde, quel que soit leur régime politique et social. Les efforts déployés par les commissions en vue d'éliminer le phénomène chronique du sous-développement prennent une importance particulière, étant donné les tâches et les responsabilités accrues qu'elles se verront confier dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

2. L'attention particulière que la délégation roumaine attache aux activités de la CEE s'explique par le désir de la Roumanie de promouvoir des relations de coopération dans

les domaines économique, politique, technique et scientifique ainsi que culturel avec tous les pays du continent européen et, en fait, avec toutes les nations du monde. La délégation roumaine pense que la Commission peut et doit faire plus encore pour stimuler et approfondir les rapports de coopération entre les Etats européens, afin de consolider le climat de détente et de confiance et de renforcer la sécurité sur le continent européen.

3. Défendant notamment le principe de l'universalité de l'Organisation des Nations Unies — principe évoqué par le Secrétaire général lors de la séance commémorative de l'Assemblée générale consacrée à la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la fondation de l'ONU et à la séance d'ouverture de la présente session du Conseil économique et social —, la délégation roumaine continue de se prononcer avec force en faveur de l'admission de la République démocratique allemande, comme membre de plein droit, à la CEE. Une telle décision, outre qu'elle mettrait fin à une pratique discriminatoire vis-à-vis d'un Etat européen souverain, aurait également des effets bénéfiques sur les activités de la CEE, dont elle faciliterait les travaux. On comprend donc la déception de la délégation roumaine de voir, une fois encore, l'opposition manifestée par certains pays à la participation de la République démocratique allemande aux travaux de la CEE.

4. La délégation roumaine souscrit sans réserve à l'ordre de priorité indiqué par le Secrétaire exécutif de la CEE et prend note avec satisfaction des efforts déployés en vue d'établir un lien entre les activités à long terme prioritaires de la CEE et les facteurs les plus importants du développement économique et de la coopération internationale. L'échange, au sein de la CEE, de renseignements et de données d'expérience a fait beaucoup pour développer la coopération économique européenne en apportant en même temps une contribution essentielle à la coopération internationale à l'échelon mondial.

5. Le commerce intra-européen serait grandement favorisé par une élimination graduelle des obstacles économiques, administratifs et de politique commerciale, ainsi que de toutes les pratiques discriminatoires qui entravent les échanges entre les pays membres ayant des régimes social et politique différents. Le rapport analytique du Secrétaire exécutif sur la situation du commerce intra-européen (E/ECE/761), examiné à la vingt-cinquième session de la Commission, offre une base utile pour l'élaboration de recommandations concrètes en vue de l'expansion des échanges commerciaux entre les pays européens.

6. Les problèmes que pose l'environnement touchent, d'une manière ou d'une autre, tous les pays du monde, il est certain que seule une succession de mesures précises relatives à la planification, à l'utilisation rationnelle et au contrôle effectif du milieu permettra de conserver l'équi-

libre écologique de la biosphère. C'est pourquoi la délégation roumaine appuie sans réserve les actions à entreprendre sur le plan international et l'intensification de la coopération internationale dans ce domaine. C'est aussi pour cette raison que la Roumanie a porté un vif intérêt aux recommandations de la Commission tendant à ce que soit organisée à Prague, dans le courant de l'année 1971, une conférence de la CEE sur les problèmes relatifs à l'environnement.

7. M. BRECKENRIDGE (Ceylan) dit que l'importance des activités des commissions économiques régionales et de l'approche régionale a bien été mise en lumière dans le rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs (voir E/4859, par. 6), mais il ne faudrait pas que l'intérêt porté à la coopération régionale fasse passer à l'arrière-plan l'objectif final, qui est la coopération mondiale.

8. Se référant au rapport annuel de la CEAE0 (E/4823), le représentant de Ceylan fait ressortir l'importance du fait que les pays membres de la Commission, dans la Déclaration adoptée à la vingt-sixième session [*ibid.*, troisième partie, résolution 103 (XXVI)], ont reconnu "leur capacité d'organiser, individuellement et collectivement, leur développement". C'est à juste titre que les paragraphes 504, 508, 516 et suivants de ce rapport mettent l'accent sur l'action concertée, la concentration et la coordination ainsi que sur l'action interdisciplinaire et interorganisations qui sont primordiales pour le succès de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Ces mêmes points sont mis en relief dans le rapport du Secrétaire général sur le rôle des commissions économiques régionales dans la planification du développement (E/4875) et dans le rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales. Le représentant de Ceylan relève en outre que le rôle de premier plan qui revient au PNUD a été souligné au paragraphe 518 du rapport de la CEAE0, ainsi que dans le rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs (voir E/4859, par. 10). Si elle se félicite des diverses initiatives décrites dans ces paragraphes, la délégation de Ceylan espère néanmoins qu'on ne s'en servira pas comme d'un paravent pour tenter de faire du système multilatéral des Nations Unies un moyen de contrôler les activités nationales.

9. M. Breckenridge rappelle que, dans sa déclaration générale sur la question (1704e séance), la délégation de Ceylan a indiqué que le développement des échanges était préférable à l'aide et a préconisé une certaine libéralisation monétaire dans la région de la CEAE0, qui pourrait prendre la forme d'une union de paiements. Il est donc encourageant de noter que les paragraphes 309 à 327 du rapport annuel de la CEAE0, de même que le programme d'activités de la Commission, traduisent une préoccupation analogue. A cet égard, le représentant de Ceylan indique que, selon sa délégation, la promotion des échanges englobe toute la question complexe des études des produits de base, de la commercialisation et de la production. Il espère donc que l'on accordera une attention spéciale à ces aspects, dont l'importance semble avoir déjà été reconnue, comme en témoigne le rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs, où il est dit au paragraphe 58 : "On a estimé en

général que, dans le cadre du développement, la production jouait un rôle vital en matière de promotion des exportations et ne devait pas être sous-estimée."

10. M. NOLAN (Irlande) dit que la délégation irlandaise apprécie l'oeuvre accomplie au cours de l'année écoulée par les commissions économiques régionales, lesquelles assurent une liaison étroite entre les activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et celles des administrations nationales. L'Irlande se félicite de la coopération entre pays européens et de la coordination des politiques qui s'opère dans le cadre de la CEE, et elle espère que les activités concernant les échanges entre l'Est et l'Ouest se développeront rapidement et efficacement, sur la base de l'intéressant rapport analytique du Secrétaire exécutif sur la situation du commerce intra-européen.

11. Le représentant de l'Irlande loue le Secrétaire exécutif de la CEE d'avoir retenu les changements structurels de l'industrie européenne parmi les sujets prioritaires à examiner au cours du débat général, lors de la vingt-sixième session de la CEE. La délégation irlandaise espère que, au lieu d'entendre la série habituelle de déclarations sans lien entre elles sur le développement national, on assistera à des débats fructueux et que l'expérience remportera le succès escompté et aura ainsi valeur d'exemple pour les autres régions et le Conseil lui-même.

12. M. EVANS (Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que la FMANU espère que le Conseil décidera d'élaborer une étude et des recommandations touchant les moyens de renforcer les commissions économiques régionales de manière à leur permettre de promouvoir le développement économique et social de leur région au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. A cet égard, M. Evans voudrait soumettre à l'examen du Conseil un certain nombre de suggestions.

13. Comme le succès de la deuxième Décennie du développement dépendra dans une large mesure de la prospérité des pays d'Europe orientale et occidentale, la CEE pourrait, en consultation avec la CNUCED, étudier la possibilité de développer l'aide et les échanges en fonction des objectifs et des politiques convenus pour la Décennie. A cette fin, elle pourrait resserrer encore ses liens avec le CAEM et l'OCDE, en vue d'encourager tous ses membres à coopérer à la réalisation des objectifs de la Décennie.

14. Afin de faire ressortir le rôle vital de l'approche régionale pour le développement économique et social, chaque commission économique régionale pourrait être autorisée à élire un représentant au Conseil d'administration du PNUD. Les commissions, ayant une connaissance approfondie des conditions qui prévalent dans les pays membres, sont mieux placées qu'aucun autre organe des Nations Unies pour donner des avis sur les mesures à prendre pour faire régner une plus grande justice sociale et donner à tous les mêmes chances. Elles pourraient constituer la tribune la plus appropriée pour la discussion et, le cas échéant, la promotion de réformes sociales.

15. La FMANU approuve sans réserve le projet du Secrétaire général d'organiser en 1970 un certain nombre

d'équipes consultatives multinationales interdisciplinaires en matière de développement. Cependant, étant donné l'analogie qui existe entre ce projet et celui de la BIRD visant à mettre en place un programme nouveau et élargi pour l'envoi de missions économiques dans les pays, on pourrait se demander s'il n'y aurait pas lieu de fusionner ces deux projets pour créer des équipes communes qui seraient encadrées par les commissions économiques régionales et seraient au service tant de l'ONU que de la BIRD.

16. La FMANU suggère également que l'on envisage la possibilité d'avoir recours à des stimulants en vue d'obtenir la coopération enthousiaste des populations intéressées et de les associer à la préparation et à l'exécution des plans; à cette fin, chaque équipe devrait compter parmi ses membres un sociologue possédant les qualifications voulues.

17. M. Evans désire soumettre une autre suggestion, à savoir que les commissions économiques régionales organisent des conférences qui s'occuperaient du mécanisme régional chargé de coordonner et d'évaluer l'aide, tant multilatérale que bilatérale, d'harmoniser l'aide en matière de commerce et d'investissements, et de faire un examen annuel des résultats acquis par les pays bénéficiaires dans le domaine du développement. Les banques régionales de développement pourraient être invitées à participer à cette opération dans le cadre des commissions économiques régionales, qui pourraient, de la sorte, jouer un rôle de coordination et d'information en tant qu'agents d'exécution du PNUD. Les programmes nationaux devraient être soumis à l'examen des commissions économiques régionales, qui veilleraient à ce qu'ils n'aillent pas à l'encontre des intérêts régionaux et sous-régionaux.

18. Parlant de la proposition du Conseil d'administration du PNUD qui figure au paragraphe 57 de l'annexe au projet de résolution qu'il est recommandé au Conseil économique et social d'adopter (voir E/4884, par. 94), selon laquelle il conviendrait de créer au Siège des bureaux régionaux, afin d'assurer une liaison directe entre le Directeur et les représentants résidents du PNUD, M. Evans pense que les commissions économiques régionales pourraient peut-être jouer ce rôle, car l'axe du développement de chaque région doit être situé dans la région même. Il espère que l'enquête proposée dans le rapport de sir Robert Jackson, *Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement*<sup>1</sup>, et approuvée par le Conseil d'administration du PNUD à sa dernière session, sera considérée comme revêtant une certaine urgence.

19. Enfin, M. Evans tient à dire que la FMANU approuve énergiquement le point de vue exprimé au paragraphe 6 du rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales. Les commissions doivent centraliser le grand courant d'aide au développement accordée par le système des Nations Unies à leurs régions respectives.

20. M. PETROV (Bulgarie) dit que la délégation bulgare souscrit, de façon générale, aux vues exprimées par les précédents orateurs au sujet des activités des commissions

économiques régionales et leur importance dans le système des Nations Unies. Depuis de nombreuses années, les commissions économiques régionales prouvent sans contre-dit qu'elles jouent un rôle important dans le développement économique des différentes régions du globe et contribuent en même temps à la création d'une atmosphère de confiance et au maintien de relations de bon voisinage entre les Etats. C'est pourquoi le Conseil doit continuer à encourager et à aider ces commissions dans leurs activités.

21. En tant que pays européen, la Bulgarie s'intéresse et participe activement au travail de la CEE, dont M. Petrov voudrait examiner brièvement certains aspects.

22. La délégation bulgare apprécie hautement les activités de la CEE, qui est le seul organe européen assurant une coopération dans des domaines économiques fondamentaux entre des pays européens ayant des régimes sociaux et économiques différents. La délégation bulgare constate avec satisfaction que la coopération multilatérale dans les domaines économique, scientifique et technique s'élargit et revêt de nouvelles formes dans le cadre de la CEE.

23. Un trait caractéristique des activités de la Commission est l'effort qu'elle déploie, en s'adaptant sans cesse aux changements et aux exigences de la réalité économique européenne, pour rechercher les moyens de sortir de la stagnation et trouver des solutions concrètes à maint problème important de la coopération européenne.

24. Dans cette perspective, la structure, les formes et les méthodes de travail de la CEE ont été réorganisées aux fins d'accroître son efficacité. La délégation bulgare a particulièrement apprécié le fait que la CEE ne se limite pas uniquement aux domaines traditionnels, mais entreprenne des activités dans les nouveaux domaines qui naissent de l'évolution de la vie économique européenne.

25. La délégation bulgare se félicite des activités entreprises dans le domaine des recherches économiques à long terme, recherches qui sont d'une grande importance pratique pour les gouvernements des pays membres lorsqu'ils doivent prendre des décisions politiques concernant la planification du développement des différents secteurs de l'économie nationale et des relations économiques internationales. La délégation bulgare estime par ailleurs que la méthode des recherches à long terme pourrait être appliquée à d'autres domaines dont s'occupe la CEE.

26. M. Petrov approuve pleinement l'idée d'examiner, à chaque session de la CEE, un problème fondamental d'intérêt commun pour les pays européens.

27. Le rapport analytique du Secrétaire exécutif sur la situation du commerce intra-européen fournit un point de départ solide pour la discussion de cette question. M. Petrov espère que le dialogue entamé sur les problèmes du commerce intra-européen permettra d'aboutir à des mesures pratiques et à l'élimination des obstacles politiques, administratifs et autres qui entravent le développement des échanges entre l'Est et l'Ouest.

28. La délégation bulgare appuie les travaux entrepris par la CEE dans le domaine de la coopération scientifique et technique. Elle est d'avis que l'on convoque une deuxième réunion d'experts gouvernementaux de la coopération

<sup>1</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.I.10.

scientifique et technique, afin d'examiner et adopter le programme, les formes et les méthodes du travail futur dans ce domaine; le moment est venu de donner à cette activité une base permanente.

29. L'intérêt que la CEE porte aux problèmes de l'environnement est tout aussi digne d'éloges: M. Petrov est persuadé que les résultats de la Conférence sur les problèmes relatifs à l'environnement, qui doit se tenir à Prague en 1971, constitueront un apport précieux pour la Conférence des Nations Unies sur le milieu humain qui doit se tenir à Stockholm en 1972.

30. La CEE a également obtenu des résultats importants dans d'autres domaines plus traditionnels, où les possibilités de développer la coopération entre pays européens sont loin d'être épuisées.

31. M. Petrov est profondément convaincu que l'on irait dans le sens des intérêts de la CEE et de ceux de la paix et de la sécurité en Europe en convoquant une conférence de tous les Etats européens sur les problèmes de la sécurité et de la coopération économique, scientifique et technique, comme l'ont proposé les ministres des affaires étrangères des pays membres du pacte de Varsovie.

32. La délégation bulgare regrette vivement que le problème de la participation de la République démocratique allemande aux travaux de la CEE soit, une fois de plus, resté sans solution. Il est difficile d'admettre que l'on persiste à pratiquer une politique de discrimination envers cet Etat européen souverain et hautement industrialisé, qui a représenté un facteur de paix et de stabilité en Europe et dans le monde depuis plus de 20 ans, et qui entretient des relations diplomatiques avec 26 pays. La République démocratique allemande a clairement montré son dévouement aux principes de la Charte des Nations Unies, ainsi que sa volonté de coopérer à la solution d'importants problèmes économiques et sociaux. Non seulement sa participation aux travaux de la CEE améliorerait le climat politique en Europe, mais elle contribuerait aussi à la normalisation des relations entre les deux Etats allemands. En dépit du rejet par le Conseil du projet de résolution relatif à la question, qui a été présenté par la Bulgarie, la République populaire du Congo, le Soudan et l'Union des Républiques socialistes soviétiques (E/L.1336), la délégation bulgare est convaincue que le règlement du problème de la participation de la République démocratique allemande aux travaux de la CEE et à ceux des autres organismes des Nations Unies ne saurait être différé plus longtemps si l'on veut arriver à l'établissement de relations de bonne entente et de paix en Europe et dans le monde.

33. M. ALLEN (Royaume-Uni) dit qu'il a écouté avec grand intérêt les déclarations des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales et celle du Directeur du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth. Il semble y avoir encore une certaine incertitude au sujet du rôle que les diverses commissions doivent jouer. Peut-être n'est-il pas toujours nécessaire ou souhaitable qu'elles suivent toutes la même voie. La CEE a déjà pour sa part adopté une ligne d'action positive qui lui est propre et, étant donné la diversité qui caractérise les régions, il serait

peut-être bon que les autres commissions en fassent autant de leur côté.

34. M. Allen a eu quelques difficultés à comprendre le dernier alinéa du préambule et le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution présenté par le Ghana, le Kenya, la République populaire du Congo, le Soudan, le Tchad et la Tunisie (E/L.1335 et Corr.1). Les termes de la résolution 188 (IX) de la CEA ne semblent pas justifier la thèse selon laquelle les membres du Comité exécutif assisteraient aux réunions à titre personnel. Il est indiqué dans l'annexe à cette résolution que le Comité exécutif est composé, entre autres, du président, des deux vice-présidents, et du rapporteur de la session de la Conférence des ministres. Un ministre participant à une réunion tenue dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies doit, presque par définition, le faire en qualité de représentant de son pays. Parmi les membres du Comité sont prévus également deux représentants de chaque sous-région ainsi que deux membres africains du Conseil économique et social et deux membres africains du Conseil d'administration du PNUD, représentant l'un les pays anglophones et l'autre les pays francophones; or, ceux-ci, en tant que représentants, ne pourraient guère participer aux réunions à titre personnel. Il est en outre stipulé qu'aucun pays ne peut avoir plus d'un représentant au Comité exécutif. Ainsi, à moins que le Secrétariat ne puisse lui démontrer que son interprétation est incorrecte, la délégation britannique pense qu'elle pourrait difficilement appuyer les deux paragraphes en question.

35. M. Allen salue l'offre du Gouvernement de la Thaïlande — mentionnée dans le projet de résolution E/L.1338 — de fournir des terrains supplémentaires pour la construction des bâtiments du siège de la CEAEO. La délégation britannique est favorable à ce projet de résolution, ainsi qu'à la recommandation de la CEAEO tendant à admettre le Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée à la Commission en qualité de membre associé.

36. M. Allen se félicite de ce que le programme de travail de la CEAEO ait été établi en conformité avec l'ordre de priorité contenu dans la résolution 1367 (XLV) du Conseil.

37. Dans une région aussi étendue que l'Asie et l'Extrême-Orient, l'évaluation des résultats, à laquelle il est fait allusion dans la résolution 106 (XXVI) de la CEAEO, pourrait être effectuée dans les meilleures conditions à l'échelon sous-régional. Il y aurait lieu de considérer ce point lorsque la question générale de l'examen et de l'évaluation des progrès accomplis au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement sera examinée par le Comité économique. Le Conseil ne devrait pas trop se presser d'approuver, au stade actuel, une telle résolution émanant d'une seule commission économique régionale.

38. M. Allen propose que le Conseil renvoie au Comité de coordination la question de l'examen des problèmes des structures régionales et sous-régionales, conformément à la recommandation du Conseil d'administration du PNUD figurant au paragraphe 67 de l'annexe au projet de résolution qu'il recommande au Conseil d'adopter (voir E/4884, par. 94). Plusieurs points de détail devront être



examinés à cet égard, en consultation étroite avec tous les organes compétents du système des Nations Unies. La question sera évidemment renvoyée en plénière, accompagnée des recommandations et observations du Comité de coordination.

39. Les réunions des secrétaires exécutifs présentent de l'intérêt, et le rapport sur ces réunions sera utile pour l'examen d'un certain nombre de questions figurant à l'ordre du jour du Conseil. La délégation britannique apprécie en particulier la façon dont a été rédigée la section traitant des efforts des Nations Unies pour le développement du commerce d'exportation.

40. M. DRISS (Tunisie) dit que tout le monde s'accorde pour estimer que le problème à l'examen revêt une importance capitale pour la réussite de tout programme de développement envisagé pour les années 70. L'expérience vécue par les pays en voie de développement au lendemain de leur accession à l'indépendance politique leur a fait comprendre encore plus clairement que les problèmes du sous-développement ne pouvaient pas être résolus dans le cadre de programmes exclusivement nationaux. L'un des résultats néfastes de la colonisation a été d'engendrer des conflits frontaliers et autres différends qui ont amené des pays ayant le plus grand besoin de mobiliser leurs ressources intérieures aux fins de leur développement à utiliser ces ressources pour l'acquisition de matériel de guerre. Un peu partout dans le tiers monde, de tels différends ont vu le jour et se sont plus ou moins développés, se transformant dans bien des cas en de graves conflits armés, qui ont en fait profité à l'industrie d'armements des pays développés. Une autre conséquence de la colonisation a été l'apparition de certains clivages qui en réalité n'avaient rien à voir avec les conditions existant dans les pays en voie de développement eux-mêmes mais qui avaient leur origine dans certains pays développés. Ces clivages ont porté un préjudice énorme à la coopération régionale et ont empêché celle-ci de se développer normalement. L'une des conséquences les plus néfastes de ce phénomène a été que beaucoup de pays en voie de développement se sont vus amenés à réaliser à grands frais de vastes projets industriels qui étaient en disproportion flagrante avec les possibilités réelles de leur marché intérieur et leur capacité d'exportation.

41. La Tunisie a réussi à surmonter ces difficultés grâce à la clairvoyance des dirigeants des pays du Maghreb, qui sont arrivés à fonder leur coopération sur des bases solides et durables. Les problèmes de frontières entre la Tunisie et l'Algérie, d'une part, et l'Algérie et le Maroc, d'autre part, ont été réglés, et il y a eu également entre le Maroc et la Mauritanie une réconciliation qui laisse entrevoir des possibilités de coopération féconde entre les deux pays. Ainsi, les dirigeants du Maghreb ont pu ouvrir la voie à une coopération qui s'appuiera sur une base saine. La coopération régionale a été aussi encouragée de la même manière dans d'autres régions du tiers monde. Il faudrait que les instruments de cette coopération soient renforcés.

42. Les commissions économiques régionales ont, une fois encore, déployé beaucoup d'efforts et d'imagination dans des domaines d'activités très divers. La CEA s'est révélée être l'un des meilleurs instruments de la promotion de la

coopération africaine. Elle a donné au Comité consultatif permanent du Maghreb le meilleur soutien possible pour l'accomplissement de ses tâches multiples et diverses.

43. M. Driss est heureux de constater que le Conseil a pris note de la décision unanime des pays africains de répondre favorablement à l'invitation du Gouvernement tunisien visant à ce que la dixième session de la CEA se tienne à Tunis. M. Driss est certain que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies coopérera pleinement avec le Gouvernement tunisien à cette occasion. Au seuil de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, la coopération régionale est appelée à prendre encore plus d'importance. Les commissions économiques régionales auront à jouer un rôle plus important que jamais dans la réussite de cette stratégie, aussi bien dans la formulation des plans de développement nationaux que dans l'évaluation périodique de ces plans.

44. M. WILLIAMS (Fonds monétaire international) dit que, depuis de nombreuses années, le FMI prend une part active aux efforts déployés par ses membres pour intensifier leur croissance économique grâce à la coopération régionale. S'ils sont bien conçus et convenablement exécutés, les plans de coopération régionale ne vont pas nécessairement à l'encontre des principes d'un système international de paiement libre et non discriminatoire. En fait, en aidant les participants à réaliser des progrès plus rapides, une telle coopération peut conduire à des échanges économiques plus féconds entre les nations.

45. La nécessité de plans monétaires régionaux soigneusement élaborés qui soient pratiques et compatibles avec les objectifs de la coopération monétaire internationale, telle qu'elle est définie dans les statuts du FMI, est maintenant assez largement reconnue. Les gouvernements n'ont plus envie aujourd'hui de souscrire à des arrangements régionaux pouvant conduire à des pratiques discriminatoires ou à un abandon de la convertibilité. Les accords de paiements régionaux sont de deux types principaux : une association de compensation pour le règlement des créances, et un fonds régional de stabilisation pour le financement des déficits de la balance des paiements et le soutien de la convertibilité de la monnaie. Le FMI a donné son soutien à de tels accords en Amérique centrale et en Amérique du Sud, et collabore actuellement avec la CEAEO pour mettre au point des accords de coopération monétaire qui, peut-être, pourraient être d'abord appliqués à l'échelon sous-régional.

46. M. ABDEIMOUTI (Tchad) dit que la CEA considérera la proposition énoncée dans le projet de résolution E/L.1335 comme un moyen de promouvoir la coopération et la compréhension et d'intensifier le développement économique. Le membre d'un gouvernement donné qui siège au Comité exécutif représente non pas ce gouvernement mais l'ensemble de la région. Il est nécessaire de désigner des personnalités gouvernementales comme membres du Comité, car il n'y a pas suffisamment d'experts à cette fin dans tous les pays africains. Il est regrettable que les représentants de certaines des grandes puissances membres du

Conseil tentent d'amoindrir le rôle de la CEA. La coopération économique est d'une grande importance pour l'oeuvre entreprise en vue du développement de l'Afrique, en particulier dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Le projet de résolution devrait obtenir l'appui de tous les membres.

47. M. RAMAYON (Argentine) fait observer que la CEPAL et l'Institut latino-américain de planification économique et sociale ont un rôle important à jouer dans le développement de l'Amérique latine. La délégation argentine tient à dire qu'elle soutient ces deux organes régionaux et appuie la résolution 296 (AC.62) adoptée par le Comité plénier de la CEPAL lors de sa cinquième session extraordinaire (voir E/4806, troisième partie).

48. M. CARANICAS (Grèce), se référant à ses observations antérieures concernant les problèmes des pays moins développés d'Europe, indique qu'il a constaté depuis lors, à la lecture du rapport de la CEE, que celle-ci avait été très active à cet égard. La note du Secrétaire exécutif sur la contribution de la Commission aux programmes des Nations Unies pour l'aide aux pays en voie de développement (E/ECE/757) expose aussi l'oeuvre accomplie dans ce domaine.

49. En ce qui concerne les observations du Secrétaire exécutif de la CEE relatives au commerce entre l'Est et l'Ouest (1697e séance), l'existence de régimes économiques différents est peut-être l'un des principaux obstacles qui entravent ces échanges. Le commerce de la Grèce avec la Pologne, qui était avant la seconde guerre mondiale l'un de ses principaux partenaires commerciaux, est maintenant limité du fait des systèmes commerciaux des pays d'Europe orientale. Les échanges entre les pays à économie libre de marché et les pays à monopoles commerciaux sont difficiles. Si les régimes avaient été semblables, il y aurait peut-être eu un énorme mouvement d'exportations des pays d'Europe occidentale, dont les industries sont plus perfectionnées, vers les pays d'Europe orientale.

50. La documentation dont on dispose est insuffisante pour permettre une comparaison parfaite des systèmes commerciaux ou pour déterminer les facteurs qui freinent vraiment les échanges entre l'Est et l'Ouest.

51. Mais en ce qui concerne les restrictions relatives aux produits, il aurait pu s'établir un courant d'échanges nord-sud pénétrant en Europe orientale, à travers la Yougoslavie, la Grèce ou la Turquie, par exemple. Peut-être le Secrétaire exécutif pourrait-il soulever ces questions auprès du président ou du vice-président du Comité pour le développement du commerce, qui, en consultation avec les pays européens, pourrait jeter une nouvelle lumière sur l'importante question du commerce intra-européen.

52. La délégation grecque regrette que le rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales n'ait pas été publié plus tôt. M. Caranicas espère que dans l'avenir ces rapports seront remis aux délégations au moins dix jours avant l'examen de la question.

53. Certaines parties des conclusions générales formulées dans ce rapport, en particulier le paragraphe 4, sont difficilement compréhensibles. Le représentant de la Grèce présume que l'expression "autres facteurs", employée à la septième ligne de ce paragraphe, se réfère à des facteurs politiques, mais elle aurait pu aussi bien avoir une signification particulière. Le paragraphe 10 est aussi loin d'être clair. Peut-être devrait-on examiner la question avec les secrétaires exécutifs. M. Caranicas propose que, à l'avenir, les secrétaires exécutifs diffusent leurs premières observations par écrit et étudient ensuite les questions particulières dans leurs rapports plus détaillés. Cette méthode permettrait aux membres de formuler des observations plus constructives.

54. M. ALZAMORA TRAVERSO (Pérou) dit que la délégation péruvienne approuve les conclusions formulées dans le rapport de la CEPAL (E/4806). Pendant la période considérée, la CEPAL a continué à être le principal organe chargé d'identifier les problèmes économiques et sociaux de la région, de fixer les objectifs et priorités, et de former le personnel nécessaire pour mener à bien les programmes de développement. L'Institut latino-américain de planification économique et sociale a joué un rôle déterminant dans la poursuite efficace du processus de planification. La délégation péruvienne est particulièrement favorable à la résolution 296 (AC.62) adoptée par le Comité plénier de la CEPAL lors de sa cinquième session extraordinaire. L'expérience a prouvé à maintes reprises la justesse des prévisions de la CEPAL. La situation en Amérique latine aurait peut-être été meilleure s'il avait été tenu compte en temps utile des avertissements et des recommandations judicieuses de la Commission. Un nouvel effort a maintenant été entrepris en vue de préparer la région à affronter les difficultés internes et externes qui s'opposent à son développement.

55. La réaction de la CEPAL à la suite du tremblement de terre catastrophique survenu récemment au Pérou a été rapide et efficace. Une mission d'experts est arrivée sur les lieux en quelques heures afin d'aider le gouvernement à évaluer les dégâts et les besoins immédiats ainsi que d'élaborer des plans de reconstruction et de remise en état des régions dévastées. L'appui apporté par la CEPAL lors de la sixième session extraordinaire de son Comité plénier mérite des éloges particuliers. Le Gouvernement péruvien compte que la Commission continuera de coopérer à l'oeuvre de développement et de reconstruction.

56. M. STANOVNIK (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe) souhaite apporter quelques éclaircissements sur le point de sa déclaration introductive mentionné par le représentant de la Grèce, qui a fait état de l'existence de régimes économiques et sociaux différents comme d'un obstacle majeur au commerce. Dans le cas du courant d'échanges entre l'Est et l'Ouest en Europe, les obstacles sont nombreux, mais la question essentielle qui se pose est celle de savoir si un pays possède les fonds nécessaires à l'achat de produits d'importation ou s'il a des produits à vendre pour se procurer des devises. Tous les autres obstacles sont assez peu importants. Les exportations des pays socialistes ne sont pas assez diversifiées pour leur

permettre d'acquérir les devises dont ils ont besoin. La demande de leurs exportations traditionnelles n'est pas suffisamment élastique. Tous les autres obstacles sont assez théoriques.

57. Dans le rapport de la CEE pour 1970, il a été décidé de laisser de côté les considérations théoriques et de mettre l'accent sur les aspects pratiques et concrets. Cela ne veut pas dire que les différences institutionnelles ne posent pas de problème, mais la CEE estime qu'il faut en premier lieu éliminer les obstacles effectivement rencontrés dans la pratique.

58. Le PRÉSIDENT déclare que, le débat relatif aux points 6 a et 6 b étant terminé, il va mettre aux voix les divers projets de résolution soumis au Conseil.

59. En ce qui concerne la CEE, le Conseil est saisi d'un projet de résolution figurant dans la quatrième partie du rapport annuel de la Commission (E/4822). En l'absence d'objections, il considérera que le Conseil adopte le projet de résolution.

*Le projet de résolution est adopté.*

60. Le PRÉSIDENT dit qu'en ce qui concerne la CEAEO le Conseil se rappellera qu'il a personnellement proposé un projet de résolution relatif à l'emplacement du siège de la CEAEO et au programme d'agrandissement de ses locaux (E/L.1338). En l'absence d'objections, il considérera que le Conseil adopte le projet de résolution.

*Le projet de résolution est adopté.*

61. Le PRÉSIDENT indique que la quatrième partie du rapport annuel de la CEAEO (E/4823) contient en outre deux projets de résolution destinés au Conseil économique et social. En l'absence d'objections, il considérera que le Conseil adopte le premier de ces deux projets de résolution.

*Le premier des deux projets de résolution est adopté.*

62. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objections, il considérera que le Conseil adopte le second des deux projets de résolution.

63. M. POJARSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) ne s'oppose pas à ce que le Conseil prenne acte des recommandations et résolutions figurant dans le rapport de la CEAEO, pourvu qu'il soit bien entendu que cela n'entraînera pas d'augmentation du budget ordinaire des Nations Unies et que l'exécution des recommandations sera assurée par des transferts de personnel.

64. Le PRÉSIDENT répond qu'il sera tenu compte de cette réserve.

*Sous cette réserve, le second projet de résolution figurant dans le rapport annuel de la CEAEO est adopté.*

65. Le PRÉSIDENT rappelle que, en ce qui concerne la CEPAL, le Conseil est saisi d'un projet de résolution figurant dans la quatrième partie du rapport annuel de cette

commission (E/4806). En l'absence d'objections, il considérera que le Conseil adopte le projet de résolution.

*Le projet de résolution est adopté.*

66. Le PRÉSIDENT propose que le Conseil adopte le projet de résolution ci-après, concernant le rapport du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth :

*"Le Conseil économique et social*

*"Prend acte du rapport annuel du Secrétaire général sur les activités du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth relatif à la période du 1er mai 1969 au 15 avril 1970 (E/4825)."*

*Le projet de résolution est adopté.*

67. Le PRÉSIDENT suggère au Conseil d'adopter, au sujet du rapport de la CEA, un projet de résolution libellé dans les termes suivants :

*"Le Conseil économique et social*

*"Prend acte du rapport annuel de la Commission économique pour l'Afrique relatif à la période du 15 février 1969 au 14 février 1970 (E/4824)."*

En l'absence d'objections, il considérera que le Conseil adopte le projet de résolution.

*Le projet de résolution est adopté.*

68. Le PRÉSIDENT indique que le Conseil est saisi d'un autre projet de résolution, qui est présenté par le Ghana, le Kenya, la République populaire du Congo, le Soudan, le Tchad et la Tunisie (E/L.1335 et Corr.1). Il attire l'attention des membres du Conseil sur l'exposé révisé des incidences administratives et financières du projet de résolution (E/L.1337/Rev.1).

69. M. ASANTE (Ghana) éprouve une certaine gêne à prendre la parole pour présenter un projet de résolution portant sur une question purement administrative. Toutefois, dès qu'il est question d'argent, il semble que des difficultés et de nombreux malentendus surgissent.

70. Le Comité technique d'experts est un comité plénier et, dans ce cas, il n'y a pas d'incidence financière.

71. Quant au Comité exécutif créé en application de la résolution 188 (IX) de la CEA, c'est un groupe de personnes désignées à titre personnel pour assister le Secrétaire exécutif. On a laissé entendre que, certains des membres de ce comité exécutif exerçant des fonctions ministérielles dans leur pays, ils ne pouvaient être considérés comme participant aux travaux du Comité à titre personnel. Telle n'est pas l'opinion en Afrique. Ce continent est actuellement dominé par deux civilisations — la civilisation anglo-saxonne et la civilisation française — et il est nécessaire de désigner des experts parmi les deux groupes linguistiques, sinon les avis donnés ne seraient pas représentatifs.

72. Au cours de maintes réunions d'organes des Nations Unies, on a dit et répété que tout devrait être mis en oeuvre pour intensifier la coopération régionale. Le Comité exécutif a été créé pour résoudre certains des problèmes soulevés par l'intensification de la coopération régionale. Il aurait

été, naturellement, possible de demander aux pays fournissant les experts de supporter les dépenses, mais, dans ce cas, seuls les pays les plus riches auraient pu mettre des experts à la disposition du Comité.

73. Conformément à la pratique courante des Nations Unies, les membres du Comité exécutif sont donc désignés à titre personnel, et non pas en tant que représentants de leur gouvernement.

74. Afin de répondre à certaines des suggestions émises, le représentant du Ghana peut, au nom des auteurs du projet de résolution, accepter certains amendements. Il consent à l'adjonction, à la quatrième ligne du paragraphe 1 du dispositif, après le mot "Comité", du membre de phrase "dès que leur désignation aura été ratifiée par la Commission". Dans un souci de clarté, il souhaite faire une adjonction au paragraphe 2 du dispositif: le mot "ou", figurant à la troisième ligne de ce paragraphe, devrait être remplacé par les mots "et au président ou au rapporteur du". Il faudrait donc en conséquence modifier le dernier membre de phrase de ce paragraphe dans les termes ci-après: "présenter les rapports de leur comité aux organes dont ils relèvent".

75. Si d'autres objections sont soulevées ou de nouvelles précisions demandées, les auteurs sont tout disposés à discuter du projet officieusement.

76. M. HAMID (Soudan) déclare que, en tant que co-auteur du projet de résolution, la délégation soudanaise approuve entièrement la manière dont il a été présenté par le représentant du Ghana.

77. A la neuvième session de la CEA, les divers gouvernements ont insisté pour que le secrétariat joue désormais un rôle plus important. Les deux comités en question — le Comité technique d'experts et le Comité exécutif — ont été créés pour l'aider en ce sens. Les pays africains espèrent que l'Organisation des Nations Unies fournira toute l'aide possible à ces comités.

78. M. POJARSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation soviétique se trouve dans une situation délicate. Elle souhaite aider la CEA dans ses travaux, et le coût de leur financement n'est pas pour elle la considération principale. Mais il y a, à son avis, des difficultés de procédure. Elle éprouve de graves doutes au sujet de la régularité de la décision que le Conseil est appelé à prendre. Elle ne pense pas que le Conseil économique et social soit l'organe approprié, et elle estime qu'il faudrait d'abord consulter le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. En fait, c'est une question qui, à son avis, devrait être soumise à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale. Sinon, on risque de créer un précédent regrettable.

79. Si le cas des membres du Comité exécutif relève de l'alinéa *a* du paragraphe 2 du dispositif de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, il n'y a pas de problème, et le projet de résolution est inutile. En revanche, s'il n'en est pas ainsi, il se pose de très graves questions de principe.

80. Le représentant du Royaume-Uni a clairement montré que les membres du Comité exécutif devaient être considérés non pas comme des experts siégeant à titre personnel, mais comme des représentants de gouvernements. Si la définition de ce qu'est un expert suscite des doutes, M. Pojarsky n'est pas sûr que ce soit là une question que le Conseil est habilité à trancher.

81. En ce qui concerne le président et le rapporteur du Comité, le paiement est prévu à l'alinéa *b, i*, du paragraphe 3 du dispositif de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale; il est donc inexact de se référer, dans le projet de résolution, à l'alinéa *b, i*, du paragraphe 2 du dispositif de cette résolution.

82. La délégation de l'URSS propose que le Conseil ne se prononce pas sur le projet de résolution avant d'avoir obtenu l'avis du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. A ce moment-là, le projet de résolution ainsi que les observations du Comité consultatif devront être soumis directement à la Cinquième Commission. Une telle procédure semble être plus appropriée.

83. M. CHTOUROU (Tunisie) rappelle que le projet de résolution, en fait, est adressé à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

84. M. OLDS (Etats-Unis d'Amérique) dit que, lorsque le Conseil a été saisi, en 1969, des recommandations relatives au renforcement et à la réorganisation de la CEA, la délégation des Etats-Unis les a vivement appuyées, convaincue que l'on contribuerait par là à décentraliser les opérations et à en améliorer l'efficacité et la qualité. Le projet de résolution dont le Conseil est saisi met ce dernier non pas devant un choix consistant à appuyer ou à ne pas appuyer cette réorganisation, mais devant un dilemme grave concernant le rôle et les fonctions du Comité exécutif. Il est depuis longtemps de tradition d'encourager les représentants des gouvernements à assumer une plus grande part de responsabilité dans le cadre des Nations Unies, ce qui assure en effet une application plus énergique du programme et une représentation plus consciente des responsabilités.

85. M. Olds a lu attentivement la disposition qui décrit la nature et les fonctions du Comité exécutif et il a été frappé par ce qui lui a paru être une divergence entre les dispositions présentées au Conseil à sa quarante-septième session et la proposition contenue dans le projet de résolution actuel, qui semble indiquer que les membres du Comité exécutif siègent à titre personnel. Telles qu'elles sont décrites dans l'annexe à la résolution 188 (IX) de la CEA, les fonctions du Comité exécutif apparaissent clairement comme des fonctions de représentation. Par exemple, il est dit dans cette annexe que le Comité exécutif a pour fonctions "d'assurer la liaison entre le secrétariat, les Etats membres et les sous-régions". Les experts ne sont généralement pas appelés à jouer un tel rôle. En fait, c'est pour qu'ils puissent faire preuve d'une certaine objectivité et prendre leurs distances à l'égard des gouvernements et des influences politiques qu'on les qualifie d'experts.

86. La délégation des Etats-Unis avait cru comprendre que la composition du Comité exécutif avait été conçue de façon à établir un lien plus officiel entre les travaux de la



CEA et les gouvernements et les régions du continent africain. C'est là un objectif important, que la délégation des Etats-Unis accueille avec satisfaction. Le caractère représentatif des membres du Comité exécutif a été en outre souligné dans la description de la composition du Comité. Qui plus est, le Secrétaire exécutif a déclaré expressément, au sujet des incidences financières des résolutions commémoratives adoptées par la CEA à sa neuvième session : "Les membres du Comité exécutif étant les représentants de leur gouvernement, leurs frais de déplacement et d'entretien, ainsi que leurs frais de transport locaux, seront à la charge de celui-ci<sup>2</sup>." On ne peut guère être plus précis, et la délégation des Etats-Unis est d'avis que cette façon de concevoir le Comité exécutif comme un organe lié aux gouvernements, représentant de manière responsable les régions et assurant pleinement la liaison entre les travaux de la CEA et la volonté et la participation des gouvernements, est administrativement et fonctionnellement bonne.

87. Toutefois, cette conception n'est pas compatible avec la disposition du projet de résolution qui demande à l'ONU de financer les frais de voyage et de subsistance des membres du Comité pour la raison qu'ils ne seraient pas des représentants de gouvernements, mais des personnes siégeant à titre personnel.

88. Peut-être l'intention sur laquelle le Conseil s'est prononcé en 1969 ne reflète-t-elle plus l'opinion de la Commission, ou peut-être la conception du Comité exécutif a-t-elle évolué depuis lors. Dans ce cas, il serait sans doute souhaitable de renvoyer la question à la CEA pour qu'elle formule une recommandation claire et définitive à son sujet. La délégation des Etats-Unis ne voit pas de difficulté en ce qui concerne le rapporteur du Comité technique d'experts, mais elle estime qu'il ne serait pas approprié ou qu'il serait même inconsideré que le Conseil, après avoir examiné les documents contenant les recommandations et s'être prononcé à leur sujet, prenne une décision contraire à l'idée qu'il se fait de l'organisation du Comité exécutif.

89. M. Olds demande donc aux auteurs du projet de résolution de renvoyer le paragraphe 1 du dispositif et le troisième alinéa du préambule à la CEA pour qu'elle donne des éclaircissements. Il ne pense pas que cela risque de retarder indûment les travaux du Comité, étant donné que la prochaine session de la Commission se tiendra en janvier 1971 et qu'une seule réunion se trouvera affectée. La Commission pourra alors soumettre une recommandation définitive au Conseil en 1971.

90. M. ASANTE (Ghana) dit que la déclaration du représentant des Etats-Unis d'Amérique ne semble pas pouvoir s'appliquer à ce qui est dit dans le projet de résolution. Il est clair, toutefois, que le Comité exécutif n'a pas été créé pour que l'alinéa a du paragraphe 2 du dispositif de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée

générale lui soit applicable. Les pays africains ont revisé leurs idées compte tenu des faits qu'ils ont pu constater.

91. En ce qui concerne la proposition du représentant de l'URSS tendant à ce que la question soit renvoyée au Comité consultatif, cela équivaldrait à revenir au point de départ. La délégation ghanéenne est d'avis que les frais de voyage et les indemnités de subsistance devraient être automatiquement payés aux membres du Comité exécutif en application des résolutions pertinentes du Conseil et de l'Assemblée générale. Toutefois, comme il semblait y avoir des doutes à cet égard, la délégation ghanéenne et d'autres délégations ont présenté le projet de résolution à l'examen, tout en considérant la question comme étant sans grande importance.

92. Le projet ayant suscité une telle opposition de la part de certains des pays qui versent les contributions les plus importantes au budget de l'ONU, les auteurs, étant réalistes, ne demanderont pas que le projet soit mis aux voix pour le moment. Ils se consulteront et présenteront ultérieurement un nouveau projet de résolution. Il y a bien des moyens de faire échec à un projet de résolution en dehors d'un vote négatif.

93. M. OLDS (Etats-Unis d'Amérique) dit que ce n'est pas la somme d'argent relativement faible en cause qui préoccupe la délégation des Etats-Unis, mais une importante question de principe concernant le fonctionnement de l'ONU. La plupart des délégations sont d'avis que les dépenses des représentants des gouvernements ne devraient pas être imputées au budget de l'Organisation. Dans la pratique, il n'est pas toujours aisé de faire la distinction entre les représentants des gouvernements et les personnes qui agissent à titre personnel en qualité d'experts. Toutefois, les membres du Comité exécutif semblent manifestement être des représentants. Dans ces conditions, leurs dépenses doivent être prises en charge par leurs gouvernements respectifs.

94. La CEA est parfaitement en droit de modifier sa structure, y compris celle du Comité exécutif, mais si le Conseil veut agir avec circonspection en la matière, il lui faut un nouveau projet de résolution. Il irait au-devant de graves difficultés s'il adoptait le projet de résolution sous sa forme actuelle.

95. M. CHTOUROU (Tunisie) appuie la proposition du représentant du Ghana tendant à remettre à plus tard l'examen du projet de résolution en attendant que les auteurs l'aient de nouveau étudié plus en détail compte tenu de toutes les objections qui ont été formulées.

96. Le PRÉSIDENT dit qu'il croit comprendre que le Conseil n'est pas prêt à se prononcer sur le projet de résolution, dont l'examen sera renvoyé à la prochaine séance plénière. En outre, il croit savoir que certains autres projets de résolution relatifs aux points 6 a et 6 b de l'ordre du jour font l'objet de consultations, et il propose que, sauf

<sup>2</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-septième session*, document E/4651, par. 399, b.

objection, une date limite soit fixée pour la présentation des projets de résolution. Cette date pourrait être l'après-midi du 20 juillet 1970.

*Il en est ainsi décidé.*

97. Le PRÉSIDENT rappelle que le représentant du Royaume-Uni a suggéré qu'il serait peut-être préférable que

la recommandation du Conseil d'administration du PNUD concernant un examen approfondi des problèmes des structures régionales et sous-régionales soit examinée au Comité de coordination.

*Il en est ainsi décidé.*

La séance est levée à 18 h 15.